



La guerre et les Canadiens français



LE POINT DE VUE DES NATIONALISTES

Voici l'article des Etudes, que nous signalons plus haut. Nous supprimons deux pages sur les difficultés occasionnées, dans le concours de l'Angleterre dans la guerre, par la variété ethnique et politique de l'empire.

LES deux cas les plus critiques sont fournis par l'Irlande et le Canada. Le premier, de beaucoup le plus aigu et le plus grave, exigerait, pour être correctement présenté, une documentation qu'il est actuellement presque impossible de se procurer. Le présent article se bornera donc à exposer brièvement le point de vue, sinon de tous les Canadiens français, au moins du parti qui groupe parmi eux le plus grand nombre d'adhérents.

I

On sait que les Canadiens français restés au pays (car un grand nombre a émigré aux Etats-Unis) forment à peu près les deux septièmes de la population canadienne (2,055,000 sur 7,207,000) et les deux tiers de la population catholique (2,055,000 sur 2,833,000). Ils sont très inégalement répartis dans les onze Provinces ou Territoires dont la fédération forme le *Dominion*. Provinces bien inégales elles-mêmes : deux d'entre elles, l'Ontario et le Québec, groupent presque les deux tiers de la population totale, ne laissant aux neuf autres que 2,680,000 habitants environ.

Les Canadiens français comptent pour plus de trois quarts dans une de ces grandes provinces, le Québec. Ils sont 200,000 dans l'autre, l'Ontario. Ailleurs, ils ne sont qu'une minorité, parfois considérable (plus du quart : 98,000 sur 350,000, dans le Nouveau Brunswick), parfois médiocre (un quarantième environ : moins de 10,000 sur 392,000, dans la Colombie britannique) Quoi qu'il en soit de ces détails de fait, indispensables pour "réaliser" la situation au Canada, il existe, chez nos cousins de la Nouvelle France, un puissant mouvement *nationaliste*, dont les moyens d'action comme les visées politiques se sont, en ces dernières années, prodigieusement accrues : en proportion, pourrait-on dire, de la magnifique natalité canadienne française.

Mouvement nationaliste, c'est-à-dire tendant à obtenir pour la *nation* canadienne française considérée dans son ensemble, des libertés, des pouvoirs, des garanties. Ces libertés portent généralement sur l'enseignement de la langue française : la question des langues est à la fois le plus ancien champ de bataille, et le plus disputé, du nationalisme canadien. Mais on se tromperait beaucoup en réduisant à ces termes les projets et les désirs du parti : il revendique énergi-

quement aussi, pour la nation canadienne française, une autonomie réelle, un droit très large de s'administrer elle-même, de décider par elle-même dans mainte question d'ordre international.

C'est ce point de vue national que nous sommes exposés, en France, à perdre de vue. Habités à tendre le principal de nos efforts vers une extension de liberté personnelle ou corporative, en matière religieuse par exemple, ou syndicale; appartenant par ailleurs à un pays profondément et très anciennement unifié, où il n'existe—à travers nos profondes dissensions et divisions politiques, sociales et religieuses—qu'une seule nation, la nation française, nous sommes tentés de mésestimer les efforts *nationaux* des Canadiens français, ou même à ne pas en comprendre la portée. Dans un pays où la liberté individuelle, sous toutes ses formes, règne et s'épanouit, nous serions tentés de dire : "Comment les Canadiens français ne se déclarent-ils pas satisfaits? Ils ont toute indépendance pour vivre, pour commercer, pour s'associer, pour écrire et parler. Ils ont accès à toutes les charges électives ou administratives. Ils ont une part considérable au gouvernement du *Dominion*, une part prépondérante à celui de la province où vivent les quatre-cinquièmes d'entre eux. Que peuvent-ils réclamer encore?"

Ils réclament, avons-nous dit plus haut, avec d'importantes améliorations dans la législation, surtout scolaire, des provinces où ils forment la minorité d'être considérés et traités *en nation*, non en simples citoyens—même libres, même bien traités, même privilégiés—de l'Empire britannique. Cette autonomie de la nation canadienne française implique-t-elle virtuellement une indépendance complète? C'est là une question réservée à l'avenir, à un avenir si lointain que beaucoup, croyons-nous, parmi les nationalistes canadiens, ne jugent pas opportun même de se la poser. Mais, dans le *Dominion* tel qu'il existe, et dans le *Dominion* faisant partie de l'Empire britannique, on peut concevoir fort bien que la nation canadienne française, distincte par son origine, sa langue, sa religion, ses traditions, de la majorité de ceux qui peuplent le *Dominion*, ait voix au chapitre comme nation, quand il s'agit, par exemple, de disposer de ses enfants pour le service obligatoire, pour la guerre ou la paix.

II

Ces tendances vers une autonomie nationale, encore que compatible avec l'Union fédérale canadienne et l'unité de l'Empire, ont trouvé en ces dernières années de puissants champions dans la personne de